

## Appel à Nkurunziza pour initier un dialogue franc avec l'ADC-Ikibiri

@rib News, 08/02/2011  
 DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION A L'ETRANGER REGROUPE AU SEIN DE L'ADC-IKIBIRI. Nous, membres des partis politiques de l'opposition à l'étranger regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI, suivons de près et régulièrement la situation politique, sécuritaire et sociale au Burundi. 2. Depuis les élections communales du 24 mai 2010, le Burundi vit une crise politico-institutionnelle résultant de la mascarade électorale orchestrée par le CNDD-FDD en complicité avec la CENI. En effet, depuis la découverte des fraudes massives et irrégularités notoires qui ont entaché l'organisation des élections générales de 2010, le Burundi vit les moments difficiles de son histoire démocratique, alors même que le monde entier croyait les démons du passé entraînés pour laisser la place aux efforts de reconstruction et de développement.

3. D'emblée, il est à assurer que les conséquences de la mascarade électorale de 2010 ponctuée par les fraudes massives et les irrégularités diverses s'avèrent sérieusement préjudiciables pour l'avenir de la nation burundaise. Qu'un processus électoral normal et transparent tel qu'il aurait permis de ramener la quiétude, la confiance et l'unité parmi la population, les élections biaisées ont conduit forcement le pays à de graves situations d'impasse. Elles peuvent anéantir la nation si le pouvoir en place continue à agir dans le chemin qu'il s'est tracé. Ces conséquences néfastes et nombreuses, entre autres, la non-reconnaissance des institutions issues des élections biaisées par les partis de l'opposition et une partie de la communauté internationale, la destruction du processus électoral au Burundi, le retour au monopartisme et refus de l'opposition, l'installation d'un régime politique antidémocratique, illégitime et répressif, le renforcement de l'insécurité, de graves divisions sociales et politiques dans la population, la perte de confiance de la population dans son pays et ses dirigeants, ainsi que la perte de confiance des bailleurs de fonds.

4. Constatant que le processus démocratique était gravement mis en danger par les comportements irresponsables et répréhensibles du pouvoir en place qui agissait en complicité avec la CENI, des partis politiques de l'opposition ont décidé d'unir leurs efforts pour refuser cet état de fait et ont mis en place une organisation politique légitime, la coalition ADC-IKIBIRI, à travers laquelle ils peuvent mener le combat politique consacré pour ramener le pays sur le droit chemin. Cependant, l'action politique de la coalition ADC-IKIBIRI va plus loin que le seul objectif du règlement du contentieux électoral.

5. En effet, la coalition a une vision à moyen et long terme pour le pays qui se traduit par un combat politique axé principalement sur le déracinement des principales tares actuelles observées chez le pouvoir en place, notamment, les fraudes électorales, la répression, la violation massive des droits de l'homme y compris les nombreux assassinats politiques, la corruption, la privation des libertés publiques et politiques, l'immixtion du pouvoir dans l'organisation interne des partis politiques à des fins divisionnistes, etc. L'ADC-IKIBIRI n'est donc pas une organisation politique devant disparaître avec la période électorale comme tente de l'imposer actuellement le pouvoir en place par le biais du Ministre de l'Intérieur.

6. Le rouleau compresseur sur l'opposition a continué à fonctionner et devient un mode de gouvernance du pouvoir actuel. Des arrestations arbitraires des membres de l'opposition s'observent quotidiennement, les leaders de l'opposition ont été poussés à l'exil, des assassinats, des emprisonnements et des menaces de mort. Les membres de la société civile sont monnaie courante.

7. Par les temps qui courent, nous assistons à une recrudescence vertigineuse de l'insécurité au Burundi. L'ADC-Ikibiri porte encore une fois à la connaissance de la communauté nationale qu'elle rejette toute opinion selon laquelle certains membres des partis d'opposition au sein de l'ADC-Ikibiri, auraient quitté leurs foyers pour regagner le maquis. L'ADC-Ikibiri a opté pour une voie politique pacifique et n'est pas prête à faire la guerre. Même si l'ADC est constitué des partis qui ont dénoncé les fraudes électorales, toute personne qui serait en train de rejoindre le maquis le fait à titre individuel. Sa bataille n'est pas celle de faire retomber le Burundi encore une fois dans une crise de guerre civile, tout en ajoutant au Burundi la vie des opposants politiques et de la société civile est devenue compliquée ces derniers jours suite aux intimidations et arrestations des membres de l'opposition.

8. Le harcèlement des membres des partis politiques de l'opposition atteint la limite du tolérable. Ceci se manifeste dans plusieurs coins du pays. Il y a des cas d'intimidation et des exactions extrajudiciaires des membres de l'opposition par les services de renseignement (police présidentielle) autres maux sans qualifications qui pèsent lourdement sur l'opposition. Ainsi, à titre d'exemple, dix-sept personnes ont été arrêtées par la police dans la ville de Rumonge pour raison d'enquête suite à des rumeurs d'une attaque armée dans cette ville qui circulaient ces derniers jours et une fouille perquisition a été faite pour chercher des armes. Une semaine avant, deux autres personnes accusées de collecter de l'argent et des vivres en faveur des combattants d'une rébellion qui officiellement n'existe pas avaient été arrêtées dans la même commune. Toutes ces personnes ont été appréhendées pour le simple fait qu'elles appartiennent aux partis de l'ADC-Ikibiri. Les services de renseignement fomentent des coups d'état pour le but ultime d'arrêter des opposants membres de l'ADC-Ikibiri. Une réunion entre de hauts cadres de l'armée issus du CNDD-FDD a dressé une liste d'opposants politiques et des arrestations de ces derniers ont commencé à travers tout le pays. Les cas d'arrestation les plus récents dans la même ligne d'idées sont ceux qui ont été opérés dans la commune de Rumonge où deux membres de l'ADC-Ikibiri ont été arrêtés, accusés d'une attaque qui a coûté la vie dernièrement à deux policiers à Burambi en province Bururi.

9. La corruption généralisée, les malversations économiques et le détournement des fonds publics, le manque de transparence et l'opacité dans la gestion de l'Etat s'avèrent être aujourd'hui les principaux responsables de la mauvaise gouvernance économique au Burundi. La situation est autant plus inquiétante aux yeux des Burundais, amis du Burundi et les bailleurs de fonds que ces mauvaises pratiques de gestion opaque ont tendance à s'institutionnaliser. Les cas de corruption continuent à frayer la chronique.

10. En effet dès son entrée en fonction, le pouvoir CNDD-FDD a ouvert la boîte de Pandore et annoncé la couleur dès les premiers débuts de son premier mandat par la vente illicite du jet présidentiel à l'ancien président de la République, sans respect d'aucune procédure légale. D'autres actes de corruption et de mauvaise gestion vont suivre à une vitesse effrayante, tellement que l'on croirait que les différents responsables s'adonnent à une compétition de qui sera le meilleur ! Loin d'être une énumération exhaustive, citons notamment les cahiers ougandais, le dossier des plaques

dâ€™immatriculation, INTERPETROL, les haricots de la police burundaise, le sucre de SOSUMO, la route RUMONGE, le café burundais, le Pâ€™trole nigâ€™rian, les 37 milliards de fbu câ€™dâ€™s gratuitement au Congo et au Rwanda , le matâ€™riel dâ€™fectueux au ministâ€™re de la dâ€™fense, et derniâ€™rement le scandale mafieux des 650milliards de fbu pour lâ€™achat du matâ€™riel de communication Ã la sociâ€™tâ€™ amâ€™ricaine AEE.11. Jour par jour, le gouvernement du Burundi ne cesse de freiner l'Ãpanouissement de son peuple par des actions impopulaires. Si nous regardons la hausse des prix des denrâ€™es de premiâ€™re nâ€™cessitâ€™, il y a lieu de croire, sans risque de se tromper, que la population a Ãtâ€™ complâ€™tement oubliâ€™ profit d'une poignâ€™e de personnes au pouvoir. A cela s'ajoute le problâ€™me de transport sur taxis moto qui a Ãtâ€™ interdit en ville. Une Autre action impopulaire est le redâ€™ploiement, une autre forme de chasse des opposants politiques. Actuellement, nous sommes Ã la phase de redâ€™ploiement dans les ministâ€™res de l'Education, de la Justice et de la Santâ€™ publique. Le pouvoir Nkurunziza agit souvent maladroitement dans l'ombre via son parti au pouvoir Ã tel enseigne qu'il se discrâ€™dite du jour au lendemain.12. Face Ã ces agissements, assainir le climat politique en privilâ€™giant le dialogue avec tous les acteurs sociopolitiques reste la seule issue pour prâ€™venir les crises et rassurer les leaders de lâ€™opposition qui ont fui le pays pour quâ€™ils regagnent la terre natale. Force est de constater le manque de volontâ€™ du prâ€™sident Nkurunziza pour dialoguer avec lâ€™opposition dans le but de vider les questions â€™pineuses qui hantent lâ€™opposition dans le pays . En effet, dans son discours Ã la Nation Ã lâ€™occasion du nouvel an, il a rejetâ€™ toute forme de nâ€™gociation avec les partis dâ€™opposition. Selon lui, seul le forum permanent des partis politiques, initiâ€™ par le gouvernement sera financâ€™ avec les fonds de lâ€™Etat, tout en sachant que les partis politiques regroupâ€™s au sein de l'ADC-Ikibiri s'y sont retirâ€™s. Le financement des partis politiques est un appâ€™t pour ces derniers et la loi sur les l'opposition ne sera qu'une contrainte lâ€™gale pour mieux museler les partis politiques de l'opposition. En fin de compte, les partis politiques ne peuvent bien fonctionner que si la loi les râ€™gissant ainsi que le dâ€™cret portant râ€™glementation des manifestations sur la voie publique et râ€™unions publiques sont scrupuleusement respectâ€™s.13. Comme nous lâ€™avons mentionnâ€™ lors de nos dâ€™clarations antâ€™rieures nous mettons en garde la communautâ€™ nationale et internationale que les nombreuses irrâ€™gularitâ€™s et fraudes massives constatâ€™es lors des premiâ€™res Ãlections 2010 et les nombreuses consâ€™quences y affâ€™rentes hypothâ€™quent largement lâ€™avenir du pays.En tant que dâ€™ocrates et soucieux de la paix, de la sâ€™curitâ€™ et dâ€™un bon avenir de tout le peuple burundais meurtri par plusieurs annâ€™es de guerre, nous ,membres des partis politiques de lâ€™opposition Ã lâ€™Ãtranger regroupâ€™s au sein de lâ€™ADC- IKIBIRI, recommandons ce qui suit.1â€™. Que le Prâ€™sident Pierre Nkurunziza initie rapidement un dialogue franc avec lâ€™ADC- IKIBIRI en y incluant tous autres partenaires sociopolitiques internes et Ãtrangers pour râ€™soudre le contentieux des Ãlections 2010 et dâ€™autres problâ€™mes â€™pineux de sâ€™curitâ€™ et de dâ€™veloppement socioconomique du pays afin de renforcer les piliers de la dâ€™mocratie châ€™re aux burundais. Sâ€™il y a des dâ€™rapages dus Ã lâ€™exaspâ€™ration de la population, le pouvoir Nkurunziza et son gouvernement seront tenus responsables.2â€™. A la communautâ€™ Internationale dâ€™Ãtre tâ€™moins et de faire une pression sur le Prâ€™sident Nkurunziza dans lâ€™aboutissement du dialogue dans lâ€™ultime but de crâ€™er lâ€™espace de libre action politique, le retour des leaders de lâ€™opposition exilâ€™s, renouement de la confiance et la mise en place des institutions vâ€™ritablement dâ€™ocratiques.3â€™. Libâ€™rer tous les prisonniers politiques et cesser les arrestations, les montages de coup dâ€™Ãtat hypothâ€™tique, les assassinats et les emprisonnements des membres des partis de lâ€™opposition et de la sociâ€™tâ€™ civile ainsi que les actions impopulaires de tout bord.Fait Ã Bruxelles le 08/02/2011,Pour les membres des partis de lâ€™opposition Ã lâ€™Ãtranger regroupâ€™s au sein de IKIBIRIAimâ€™ MAGERA, Coordonnateur, sâ€™